



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

**Préfecture
Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France
Unité territoriale des Yvelines**

ARRETE DE MISE EN DEMEURE N°2014308-0002

**concernant l'installation exploitée par la société LYONNAISE DES EAUX - Usine PRISM'O
sur le territoire de la commune de LIMAY (78520)**

**Le Préfet des Yvelines,
Chevalier de la Légion d'Honneur**

Vu le code de l'environnement et notamment son article L171-8 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°02-29/DUEL du 13 février 2002 (modifié) autorisant la société LYONNAISE DES EAUX FRANCE à exploiter sur la commune de Limay, 270 route des Prés de la Mer, une activité de séchage de boues provenant de stations d'épuration urbaines et industrielles ;

Vu le récépissé en date du 27 mars 2014 donnant acte à la société LYONNAISE DES EAUX FRANCE de sa déclaration de cessation d'activité des installations mentionnées ci-dessus ;

Vu le courrier en date du 7 juillet 2014 demandant à la société LYONNAISE DES EAUX FRANCE de transmettre le mémoire de réhabilitation prévu à l'article R512-39-3 du code de l'environnement avant le 3 octobre 2014 pour le site qu'elle a exploité sur la commune de Limay (78520) Usine PRISM'O - ZAC -270 route des Prés de la Mer ;

Vu le courrier électronique en date du 13 octobre 2014 par lequel, l'exploitant, représenté par M. Hervé Labaquere, directeur de développement a confirmé qu'il ne serait pas en mesure de transmettre le mémoire de réhabilitation avant fin 2014 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 octobre 2014 ;

Vu le courrier en date du 15 octobre 2014 transmettant à l'exploitant le projet d'arrêté pour observations éventuelles ;

Considérant que l'exploitant n'a pas émis d'observations dans le délai imparti sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 17 octobre 2014 ;

Considérant que la société LYONNAISE DES EAUX FRANCE a indiqué que l'usage futur du site précis n'avait pas été déterminé, car celui-ci intéresse plusieurs entreprises et qu'il lui était difficile aujourd'hui de rédiger un mémoire de réhabilitation précis, puisqu'il dépendra de la solution retenue ;

.../...

Considérant que l'inspection a rappelé à l'exploitant que l'usage futur du site avait été déterminé en accord avec le maire et le propriétaire (port de Paris) conformément à l'article R512-39-2 du code de l'environnement et que l'usage retenu était un usage industriel ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de déterminer plus précisément l'usage futur pour pouvoir établir le mémoire de réhabilitation prescrit à l'article R512-39-3 du code de l'environnement qui doit notamment comporter :

1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;

2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;

3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;

4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Considérant que la société LYONNAISE DES EAUX FRANCE n'a pas remis le mémoire de réhabilitation du site qu'elle a exploité à Limay dans le délai qui lui était imparti ;

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions prévues à l'article L.171-8-I du code de l'environnement ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture :

ARRETE

Article 1er : La Société LYONNAISE DES EAUX dont le siège est à Paris La Défense (92040) Tour CB21 - 16 place de l'Iris, exploitant l'usine PRISM'O sur la commune de Limay (78520) ZAC - 270 route des Prés de la Mer **est mise en demeure**, de transmettre **sous un délai maximal de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, le mémoire de réhabilitation du site précédemment exploité à Limay.

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;

.../...

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 - le présent arrêté sera notifié à la société LYONNAISE DES EAUX et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la préfecture,
- sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
- maire de la commune de Limay,
- directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie,
- directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines, chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 14 NOV. 2014

Le Préfet,
Le chef de l'Unité territoriale des Yvelines


Henri KALTEMBACHER

